

# LE JOURNAL

DE L'ILE DE LA REUNION

N° 13 404 - Samedi 31 juillet 1993 - 5 F

L A R E U N I O N

L'ADER pour "Mille bougies"

## Alain Gili y était aussi

**L'association des écrivains réunionnais (ADER) et son président, Alain Gili, étaient pour la première fois présents à Jeumon vendredi et samedi derniers. L'occasion de manifester leur présence. Celle aussi de revendiquer leurs droits.**

Parce que participer à une manifestation aussi importante que celle de Jeumon était pour Alain Gili la seule occasion de mieux revendiquer son action, l'ADER a pour la première fois rompu avec ses principes. Question de choix. Question de lutte surtout. Car l'association des écrivains réunionnais a, elle aussi, besoin d'aide pour survivre.

Depuis 1975, l'ADER encourage activement les écrivains réunionnais à explorer les ressources de leur langue maternelle, le créole. Dix-huit ans d'histoire, pendant lesquelles elle s'est attachée, et s'attache encore à soutenir l'actuel mouvement culturel réunionnais aux côtés des revues de Grand-Océan (J-F Reverzy et C. Marimoutou) et d'associations (21e Parallèle, Village-Titan).

L'ADER, ce sont des publications en continu: nouvelles, essais, recueils de poèmes, cahiers littéraires, romans, cassettes audios de romans parlés et même cassettes vidéo. Nourrissant le mouvement culturel réunionnais, elle publie les œuvres d'auteurs tels que



Alain Gili au stand de l'ADER pour les "Mille Bougies de Jeumon" (photo J.C. François)

Joseph Toussaint, Graziella Leveneur ou Rose-May Nicole.

Aujourd'hui, l'ADER revendique la valeur de son action, toujours bénévole, militante et initiatrice. Mais dans son combat contre vents et marées pour

la reconnaissance du mouvement culturel réunionnais, elle a besoin de la coopération des organisations culturelles. Or jusqu'à maintenant, si ses activités sont reconnues, elle en est encore à devoir demander des aides annuelles pon-

ctuelles, sans aucune possibilité de prévision. En désespoir de cause, elle s'est promis de "passer à l'attaque" dans le cas où les "bureaucrates" ne réagiraient toujours pas, ou pire, chercheraient à entraver son activité •